



**Communiqué de presse  
Lundi 10 avril 2017**

## **Suppression de 10 % des postes d'État placés auprès des fédérations affinitaires et multisports**

**Mardi 4 avril 2017, nos 6 fédérations affinitaires et multisports ont exprimé au Secrétaire d'État aux sports Thierry Braillard notre incompréhension et notre désaccord concernant la suppression de 10% des postes d'Etat placés auprès de nos fédérations.**

Forte de plus de 3 millions d'adhérent.e.s et ancrées au plus près des besoins de la population dans le milieu rural comme dans le milieu urbain et les quartiers populaires, nos fédérations revendiquent une reconnaissance à la hauteur de la qualité de leur action, de leurs projets, de leurs associations, de leurs bénévoles et de leurs pratiquant.e.s.

Thierry Braillard a expliqué que le choix du Ministère des sports s'imposait dans un contexte de contraintes budgétaires. La priorité est donnée à la réaffectation de ces postes au sein de fédérations devenues olympiques trop peu dotées, dans la perspective des Jeux Olympiques de Tokyo 2020 et de la candidature de Paris 2024.

Convaincus que seule la complémentarité des projets associatifs et sportifs permettra de faciliter l'accès au sport du plus grand nombre et de nourrir l'élite sportive, nous dénonçons une forme de mise en concurrence contre productive entre l'ensemble des fédérations sportives, olympiques et non olympiques.

Alors que l'unité est de mise dans le cadre de la campagne pour Paris 2024, nous estimons que le signal qui nous est adressé ne reconnaît pas une juste prise en compte du rôle joué par nos fédérations dont l'impact sociétal est très important en termes de passerelles vers le haut niveau, d'innovations sportives, d'emplois et de formation, de santé et d'éducation, de transmission des valeurs de l'Olympisme.

Par ailleurs, ces décisions contradictoires d'affectation puis de retrait de postes rendent d'autant plus difficile la politique de ressources humaines de nos fédérations, principalement axée sur la conduite de projets au service de l'accès du plus grand nombre aux activités physiques et sportives, en particulier à celles et ceux qui en sont aujourd'hui exclus.

A quelques semaines des élections présidentielle et législatives, nous nous engageons ensemble à poursuivre le développement d'activités physiques et sportives pour toutes et tous, aux côtés de l'Etat et des collectivités territoriales, et exigeons des moyens publics adaptés à l'importance de nos missions respectives d'intérêt général.

**La Fédération Française d'Éducation Physique et de Gymnastique Volontaire (FFEPGV)  
La Fédération Française de Sport pour Tous (FFSPT)  
La Fédération Sportive et Culture de France (FSCF)  
La Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT)  
L'Union Française des Œuvres Laïque d'Éducation Physique (UFOLEP)  
L'Union Sportive Léo Lagrange (UNSL)**